

<https://www.zurbains.com/societe/immobilier/habitat-insalubre-a-marseille-la-renovation-de-l-immobilier-un-chantier.html>



Habitat insalubre à Marseille, la rénovation de l'immobilier, un chantier titanesque

- Société - Immobilier -



Date de mise en ligne : vendredi 31 juillet 2020

Copyright © Zurbains - Tous droits réservés

Habitat dégradé : une ministre constate "l'ampleur du chemin à parcourir" à Marseille

Rencontre avec les représentants de plusieurs collectifs engagés dans la lutte contre l'habitat insalubre, à la Préfecture, puis visite sur place, rue d'Aubagne, là où huit personnes avaient perdu la vie dans l'effondrement de deux immeubles le 5 novembre 2018, et enfin longue visite d'une copropriété privée dégradée : "Je suis venue réaliser ce qui a déjà été fait et l'ampleur du chemin encore à parcourir", a expliqué la ministre.

240 à 250 millions d'euros d'aides

Sans dissiper totalement le flou autour des montants engagés par l'Etat à Marseille dans la lutte contre l'habitat indigne, Mme Wargon a affirmé qu'au total on est au-dessus des 240 à 250 millions d'euros" avec l'Agence nationale de l'habitat et l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru).

Une polémique était née en novembre 2019 quand une source au ministère du Logement avait expliqué à l'AFP que sur les 240 millions d'euros de l'Anah annoncés un an plus tôt par l'ancien ministre du Logement, Julien Denormandie, seuls 17 millions avaient été effectivement "payés ou engagés pour la rénovation de Marseille", le solde devant être versé "sur dix ans". Reconnaisant que "le problème majeur n'est pas l'accès au financement mais la capacité à déclencher vite les projets" qui peuvent en bénéficier, la nouvelle ministre du Logement a estimé qu'il fallait "retravailler sur ce processus" décisionnel et mieux faire travailler ensemble les différents acteurs impliqués.

Le drame de la rue d'Aubagne en toile de fond

Mais pas question pour l'Etat de forcer la main aux partenaires locaux, et notamment à la ville de Marseille, passée à gauche lors des dernières municipales, ou à la métropole, restée elle à droite, Mme Wargon estimant ne pas être là pour "faire pression". En visite à la Maurelette, une copropriété privée dégradée de 740 logements, dans le 15^e arrondissement, la ministre a souligné l'engagement de l'Etat à Marseille, via notamment un Plan initiative copropriétés qui va permettre de réhabiliter 14 copropriétés privées à travers la ville. "On ne peut pas dire qu'il ne se passe rien", a-t-elle plaidé, évoquant ce "très gros programme, avec la ville et la métropole, qui va permettre de réhabiliter jusqu'à 10.000 logements", ou rappelant cette copropriété privée du 74 rue d'Aubagne "rénovée à 100% par l'Etat et qui sera livrée d'ici six mois".

Post-scriptum :

L'adresse originale de cet article est [https://www.francetransactions.com/...](https://www.francetransactions.com/)